


CONSEIL ÉCONOMIQUE DE BEAUCE

ÉTATS FINANCIERS AUDITÉS

De l'exercice terminé le 31 décembre 2013

BVA 
BLANCHETTE
VACHON s.e.n.c.r.l.
Société de comptables
professionnels agréés

Membre indépendant BKR International

CONSEIL ÉCONOMIQUE DE BEAUCE

SOMMAIRE

<i>RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT</i>	1 - 2
<i>ÉTATS FINANCIERS</i>	
Résultats	3
Évolution de l'actif net	4 - 6
Flux de trésorerie	7
État de la situation financière	8
Notes afférentes aux états financiers	9 - 16
Annexes	17 - 19

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres de
CONSEIL ÉCONOMIQUE DE BEAUCE
Saint-Georges, QC

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de Conseil Économique de Beauce, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2013 et les états des résultats, de l'évolution de l'actif net et des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif du secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit assortie d'une réserve.

Fondement de l'opinion avec réserve

L'entité n'a pas comptabilisé l'élément subvention des prêts assortis de conditions avantageuses lors de leur attribution évalué à partir de l'actualisation de ses prêts et elle n'a pas amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif l'écart d'actualisation, ce qui constitue une dérogation aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif du secteur public. Si l'entité avait comptabilisé les prêts assortis de conditions avantageuses selon les normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif du secteur public, les placements et l'actif net non grevé d'affectation de la fin auraient diminués de 20 102 \$ (l'actif net non grevé d'affectations du début aurait diminué de 15 116 \$). En conséquence, les revenus d'intérêts auraient augmentés de 7 021 \$, les dépenses de subventions auraient augmentées de 12 007 \$ et l'excédent des produits sur les charges aurait diminué de 4 986 \$.

Opinion avec réserve

À notre avis, à l'exception des incidences éventuelles du problème décrit dans le paragraphe « Fondement de l'opinion avec réserve », les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Conseil Économique de Beauce au 31 décembre 2013, ainsi que des résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif du secteur public.

*Blanchette Jackson s.e.n.c.r.l.*¹

Saint-Georges, le 27 mars 2014

¹ Comptable professionnel agréé auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° A128201

CONSEIL ÉCONOMIQUE DE BEAUCE

Résultats

De l'exercice terminé le 31 décembre 2013

	Fonctionnement Maison du Tourisme	Promotion Beauce	Fonds local d'investis- sement	Fonds local de solidarité	Fonctionnement	2013
PRODUITS						
Contributions du milieu - Annexe A	248 893	63 879	24 083	14 932	634 558	986 345
Programmes du gouvernement du Canada - Annexe B	-	-	-	-	6 381	6 381
Programmes du gouvernement du Québec - Annexe C	-	-	-	-	500 689	500 689
	<u>248 893</u>	<u>63 879</u>	<u>24 083</u>	<u>14 932</u>	<u>1 141 628</u>	<u>1 493 415</u>
CHARGES						
Frais d'administration - Annexe D	167 435	78 207	37 992	30 317	850 629	1 164 580
Animation économique et autres - Annexe E	-	6 658	-	-	240 620	247 278
Programmes du gouvernement du Québec - Annexe F	-	-	-	-	32 943	32 943
	<u>167 435</u>	<u>84 865</u>	<u>37 992</u>	<u>30 317</u>	<u>1 124 192</u>	<u>1 444 801</u>
EXCÉDENT (INSUFFISANCE) DES PRODUITS SUR LES CHARGES	81 458 \$	(20 986) \$	(13 909) \$	(15 385) \$	17 436 \$	48 614 \$

Les notes afférentes aux états financiers et les annexes font partie intégrante de ces états.

CONSEIL ÉCONOMIQUE DE BEAUCE

Évolution de l'actif net

De l'exercice terminé le 31 décembre 2013

NON GREVÉ D'AFFECTIONS	Fonctionnement Maison du Tourisme	Promotion Beauce	Fonds local d'investis- sement	Fonds local de solidarité	Fonctionnement	2013
SOLDE AU DÉBUT	(41 258)	-	(20 835)	-	157 337	95 244
Excédent (insuffisance) des produits sur les charges	81 458	(20 986)	(13 909)	(15 385)	17 436	48 614
	40 200	(20 986)	(34 744)	(15 385)	174 773	143 858
Affectations internes - note 13	-	20 986	-	15 385	92 327	128 698
Investi en immobilisations - note 14	6 151	-	-	-	5 078	11 229
	6 151	20 986	-	15 385	97 405	139 927
SOLDE À LA FIN	46 351 \$	- \$	(34 744) \$	- \$	272 178 \$	283 785 \$

Les notes afférentes aux états financiers et les annexes font partie intégrante de ces états.

CONSEIL ÉCONOMIQUE DE BEAUCE

Évolution de l'actif net

De l'exercice terminé le 31 décembre 2013

	Promotion Beauce	Fonds local de Solidarité	Aide aux entreprises	Crédit communautaire	Annuaire d'entreprises	Fonctionnement				Jeunes promoteurs	2013
						Projets en tourisme	Prospection et développement	Économie sociale			
SOLDE AU DÉBUT	52 474	94 837	70 000	37 278	3 392	231 249	190 602	44 619	35 966	760 417	
Affectations internes - note 13	(20 986)	(15 385)	(19 281)	-	(3 392)	(53 046)	-	(10 000)	(6 608)	(128 698)	
SOLDE À LA FIN	31 488 \$	79 452 \$	50 719 \$	37 278 \$	- \$	178 203 \$	190 602 \$	34 619 \$	29 358 \$	631 719 \$	

Les notes afférentes aux états financiers et les annexes font partie intégrante de ces états.

Évolution de l'actif net

De l'exercice terminé le 31 décembre 2013

	Fonctionnement		
INVESTI EN IMMOBILISATIONS	Maison du	Fonctionnement	2013
	Tourisme		
SOLDE AU DÉBUT	200 223	32 160	232 383
Investi en immobilisations - note 14	<u>(6 151)</u>	<u>(5 078)</u>	<u>(11 229)</u>
SOLDE À LA FIN	<u>194 072 \$</u>	<u>27 082 \$</u>	<u>221 154 \$</u>

Flux de trésorerie

De l'exercice terminé le 31 décembre 2013

	2013
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX : (note 15)	
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT	
Excédent des produits sur les charges	48 614
Éléments n'affectant pas la trésorerie :	
Amortissement des immobilisations	13 887
Provision pour effets douteux et radiés	66 942
Effets recouvrés	<u>(2 134)</u>
	127 309
Variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement	<u>(5 931)</u>
	121 378
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT EN IMMOBILISATIONS	
Acquisition d'immobilisations	(2 658)
ACTIVITÉS DE PLACEMENT	
Variation des dépôts à terme	(300 000)
Acquisition de placements	(217 000)
Encaissement des placements	<u>195 656</u>
	<u>(321 344)</u>
DIMINUTION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	
	(202 624)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice	<u>1 716 821</u>
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN DE L'EXERCICE	<u>1 514 197 \$</u>

CONSEIL ÉCONOMIQUE DE BEAUCE

État de la situation financière

Au 31 décembre 2013

	Fonctionnement Maison du Tourisme	Promotion Beauce	Fonds local d'investis- sement	Fonds local de solidarité	Fonctionnement	2013
ACTIF						
Actif à court terme						
Encaisse	400	30 759	273 686	113 099	493 503	911 447
Dépôts à terme rachetables, 1.15 %, 2014	-	-	207 917	-	394 833	602 750
Dépôt à terme, 1.32 %, 2014 et fonds communs de placements	-	-	-	-	305 712	305 712
Débiteurs - note 6	-	882	799	-	59 524	61 205
Avances interactivités	62 421	-	-	-	-	-
Stocks	3 209	-	-	-	-	3 209
Frais payés d'avance	285	-	-	-	8 961	9 246
Tranche des placements échéant au cours du prochain exercice	-	-	112 865	27 837	2 001	142 703
	66 315	31 641	595 267	140 936	1 264 534	2 036 272
Placements - note 7	-	-	242 506	63 894	1 982	308 382
Immobilisations - note 8	194 072	-	-	-	27 082	221 154
	260 387 \$	31 641 \$	837 773 \$	204 830 \$	1 293 598 \$	2 565 808 \$
PASSIF						
Passif à court terme						
Créditeurs - note 9	11 764	153	-	378	210 450	222 745
Avances interactivités	-	-	-	-	62 421	-
Contributions des membres perçues d'avance	8 200	-	-	-	48 786	56 986
Apports reportés - note 10	-	-	-	-	151 902	151 902
Dette à long terme - note 11	19 964	153	-	378	473 559	431 633
	19 964	153	872 517	125 000	-	997 517
			872 517	125 378	473 559	1 429 150
ACTIF NET						
Non grevé d'affectations	46 351	-	(34 744)	-	272 178	283 785
Grevé d'affectations - note 13	-	31 488	-	79 452	520 779	631 719
Investi en immobilisations - note 14	194 072	-	-	-	27 082	221 154
	240 423	31 488	(34 744)	79 452	820 039	1 136 658
	260 387 \$	31 641 \$	837 773 \$	204 830 \$	1 293 598 \$	2 565 808 \$

Les notes afférentes aux états financiers et les annexes font partie intégrante de ces états.

Pour le Conseil d'Administration

....., administrateur

....., administrateur

Notes afférentes aux états financiersDe l'exercice terminé le 31 décembre 2013

1. FORME JURIDIQUE ET OBJECTIFS DE L'ENTITÉ

L'entité, issue d'une fusion entre le Centre Local de Développement de Beauce-Sartigan et le Conseil Économique de Beauce, en date du 26 mars 2013 en vertu de la partie III de la Loi sur les compagnies du Québec et ayant eu prise d'effet le 1er janvier 2013, est un organisme sans but lucratif au sens de la Loi de l'impôt sur le revenu. Son objectif est de promouvoir le développement industriel et commercial, touristique, social et culturel durable de la région de la Beauce.

Les activités de fonctionnement incluent les activités d'économie sociale, jeunes promoteurs, soutien au travail autonome, mentorat, aide aux entreprises et le service d'agent de développement rural.

Les activités de Promotion Beauce incluent la participation des CLD de Nouvelle-Beauce et de Robert-Cliche et du Conseil Économique de Beauce.

2. MODIFICATIONS COMPTABLES

L'entité a appliqué les recommandations des nouveaux chapitres SP 1201, « Présentation des états financiers », et SP 3450, « Instruments financiers », du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public. Ces nouveaux chapitres prescrivent une application prospective.

3. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

L'entité a utilisé les normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif du secteur public afin de préparer ses états financiers, qui comprennent les principales méthodes comptables suivantes :

Présentation de l'organisme contrôlé

L'organisme sans but lucratif contrôlé par l'entité n'est pas consolidé.

Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif du secteur public requiert l'utilisation de certaines estimations faites par la direction ayant une incidence sur les actifs et les passifs inscrits aux états financiers, sur la divulgation des éventualités en date de l'état de la situation financière ainsi que sur les postes de produits et de charges. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

Comptabilisation des produits

L'entité applique la méthode du report pour comptabiliser les apports. Selon cette méthode, les apports affectés sont comptabilisés à titre de produits de l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées. Les apports non affectés sont comptabilisés à titre de produits lorsqu'ils sont reçus ou à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que sa réception est raisonnablement assurée.

Les contributions des membres sont comptabilisées à titre de produits au cours de l'exercice auquel elles se rapportent. Les produits provenant des activités d'animation économique sont comptabilisés lorsque celles-ci ont lieu. Les revenus d'intérêts sont constatés à titre de produits lorsqu'ils sont gagnés.

Stocks

Les stocks, composés de cartes routières et d'articles promotionnels, sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette, le coût étant déterminé selon la méthode de l'épuisement successif.

Notes afférentes aux états financiers

De l'exercice terminé le 31 décembre 2013

3. PRINCIPALES METHODES COMPTABLES (suite)**Instruments financiers****Évaluation des instruments financiers**

Les placements sont comptabilisés à la valeur d'acquisition.

Les autres instruments financiers sont évalués au coût ou au coût après amortissement.

Les actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement se composent de l'encaisse, des dépôts à terme, des fonds communs de placements, des débiteurs et des placements.

Les passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement se composent des créditeurs et de la dette à long terme.

Dépréciation

À chaque date de clôture, l'entité détermine s'il existe une indication objective de dépréciation des actifs financiers et, s'il y a lieu, comptabilise une dépréciation de la façon suivante :

Les prêts sont évalués de façon continue et une provision pour les prêts douteux est comptabilisée au moment où ceux-ci sont jugés irrécouvrables afin de ramener la valeur comptable du prêt à sa valeur de réalisation estimative déterminée selon l'actualisation des flux monétaires futurs aux taux inhérent aux prêts. Les variations survenues dans les provisions pour effets douteux sont constatées à titre de charges dans l'état des résultats. Lorsque les autres actifs financiers subissent une moins-value durable, leur valeur comptable est réduite pour tenir compte de cette moins-value.

Coûts de transaction

Les coûts de transactions sont ajoutés à la valeur comptable des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement lors de leur comptabilisation initiale. Ces coûts de transactions sont amortis sur la durée de vie prévue de l'instrument financier correspondant. Cependant, lors de la comptabilisation initiale des instruments financiers évalués à la juste valeur, les coûts de transactions sont comptabilisés à l'état des résultats.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées à leur coût d'acquisition et sont amorties en fonction de leur durée de vie utile respective selon les méthodes d'amortissement et la durée ou les taux suivants :

Bâtiment	Dégressif	4 %
Améliorations locatives	Linéaire	5 ans
Matériel	Dégressif	30 %
Mobilier de bureau	Dégressif	30 %
Matériel informatique	Dégressif	20 %

Réduction de valeur

Lorsque l'entité constate qu'une immobilisation corporelle n'a plus aucun potentiel de service à long terme, l'excédent de sa valeur comptable nette sur sa valeur résiduelle est comptabilisé en charges à l'état des résultats.

Impôts sur le revenu

Aucun impôt n'a été comptabilisé puisqu'il s'agit d'un organisme sans but lucratif.

Notes afférentes aux états financiers

De l'exercice terminé le 31 décembre 2013

4. FUSION D'ORGANISMES

Le 1er janvier 2013, les organismes Conseil Économique de Beauce et Centre Local de Développement de Beauce-Sartigan ont fusionné et adopté la dénomination Conseil Économique de Beauce. La réorganisation a été comptabilisée selon la méthode de la continuité des intérêts communs. Selon cette méthode, les différents éléments d'actif et de passif ont été comptabilisés à la valeur comptable des entités fusionnées et se présentent comme suit:

Actif		
Encaisse	823 453	
Dépôts à terme rachetables	893 368	
Fonds communs de placements	5 712	
Débiteurs	58 423	
Stocks	3 307	
Frais payés d'avance	3 481	
Placements	494 549	
Immobilisations	232 383	
	<u>2 514 676</u>	\$
Passif		
Créditeurs	207 813	
Contributions des membres perçues d'avance	39 848	
Apports reportés	181 454	
Dette à long terme	997 517	
	<u>1 426 632</u>	
Actif net		
Non grevé d'affectations	95 244	
Grevé d'affectations	760 417	
Investi en immobilisations	232 383	
	<u>1 088 044</u>	
	<u>2 514 676</u>	\$

5. ORGANISME CONTRÔLÉ

La Société de Développement de Beauce est contrôlée par le Conseil Économique de Beauce étant donné que le conseil d'administration de celle-ci participe à l'élaboration des politiques de la Société de développement de Beauce et a la capacité d'influencer quant au contenu de ses politiques.

L'objectif de la Société de Développement de Beauce est de gérer un fonds d'investissement destiné à promouvoir l'activité économique de la Beauce en appuyant l'action du Conseil Économique de Beauce.

Les informations financières de l'organisme contrôlé se présentent comme suit :

Actif

Encaisse	408	
Intérêts courus à recevoir	2 189	
Placements	485 905	
	<u>488 502</u>	\$

Passif

Dû au Conseil Économique de Beauce	2 710	
------------------------------------	-------	--

Actif net

Non grevé d'affectations	485 792	
	<u>488 502</u>	\$

Résultats

Produits	8 879	
Charges	1 108	

Excédent des produits sur les charges	<u>7 771</u>	\$
---------------------------------------	--------------	----

Flux de trésorerie

Activités de fonctionnement	11 864	
Activités d'investissement	(15 309)	

Diminution de la trésorerie et équivalents de trésorerie	<u>(3 445)</u>	\$
--	-----------------	----

Notes afférentes aux états financiers

De l'exercice terminé le 31 décembre 2013

6. DÉBITEURS

Emploi-Québec - soutien aux travailleurs autonomes	8 131
Partenaires financiers	20 000
Agent rural	17 500
Intérêts courus	2 572
Autres	13 002
	61 205 \$

7. PLACEMENTS

2013

Fonds local d'investissement

Effets à recevoir, 0 à 11 %, encaissables par versements mensuels variant de 122 \$ à 1 014 \$, capital et intérêts, échéant à différentes dates au cours des années 2014 à 2020	413 819
Provision pour effets douteux	(58 448)

Fonds local de solidarité

Effets à recevoir, 8 à 12 %, encaissables par versements mensuels variant de 159 \$ à 1 279 \$, capital et intérêts, échéant à différentes dates au cours des années 2014 à 2020	148 225
Provision pour effets douteux	(56 494)

Fonctionnement - Crédit communautaire

Effets à recevoir, 2 %, encaissables par versements mensuels de 57 \$, capital et intérêts, échéant à différentes dates au cours des années 2015 et 2016	3 983
--	-------

451 085

Moins : Tranche des placements échéant au cours du prochain exercice

142 703

308 382 \$**8. IMMOBILISATIONS**

	Coût	Amortissement cumulé	Valeur nette 2013
Terrain	61 600	-	61 600
Bâtiment	216 137	87 104	129 033
Améliorations locatives	3 564	998	2 566
Matériel et outillage	20 067	18 834	1 233
Mobilier de bureau	68 602	57 928	10 674
Matériel informatique	64 586	48 538	16 048
	434 556 \$	213 402 \$	221 154 \$

9. CRÉDITEURS

2013

Créditeurs	80 099
Sommes à remettre à l'État	28 449
Salaires et vacances à payer	114 197
	222 745 \$

10. APPORTS REPORTÉS

	Subventions de fonctionnement	Partenaires financiers	2013
Solde au début	174 154	7 300	181 454
Moins : Montant constaté à titre de produit de l'exercice	(498 510)	(39 695)	(538 205)
Plus : Montant reçu au cours de l'exercice	471 258	37 395	508 653
Solde à la fin	146 902	5 000	151 902 \$

Notes afférentes aux états financiers

De l'exercice terminé le 31 décembre 2013

11. DETTE À LONG TERME**2013****Fonds local d'investissement**

Emprunt sans garantie et sans intérêts du Gouvernement du Québec d'un montant maximal de 872 517 \$ dont les modalités de remboursement sont en fonction des sommes investies par l'entité dans des entreprises admissibles sous forme de prêts, des sommes récupérées par l'entité sur ces investissements et de l'évaluation de son portefeuille de placements. Le remboursement de ce prêt débutera le 1er juin 2015

872 517

Fonds local de solidarité

Crédit variable à l'investissement à payer sans garantie, Fonds locaux de Solidarité FTQ, 5 % dont un congé d'intérêts pour 2 ans sur un solde de 95 000 \$ à compter du 1er juin 2013, sans modalité spécifique de remboursement

125 000

997 517 \$**12. ENGAGEMENTS CONTRACTUELS**

L'entité a signé un bail en 2010 pour une période de 3 ans et un avenant en 2012 pour une période additionnelle de 3 ans pour se terminer le 30 juin 2016. Le montant annuel du loyer est de 27 563 \$. Le total des paiements minimums exigibles en vertu du bail est de 68 906 \$.

L'entité s'est engagée à verser une contribution de 20 000 \$ à même l'actif net affecté aux activités d'Économie sociale. Le déboursé est assujéti au respect de certaines conditions.

Aux termes de la convention de crédit variable à l'investissement, l'entité s'est engagée à payer à Fonds locaux de solidarité FTQ en plus des intérêts, une participation sur l'excédent des produits sur les charges.

13. ACTIF NET GREVÉ D'AFFECTIONS

L'actif net affecté aux activités de Promotion Beauce a été diminué de l'excédent des produits sur les charges d'un montant de 20 986 \$. Le solde à la fin de l'actif net affecté aux activités de Promotion Beauce représente les résultats cumulés découlant de la participation des CLD de Nouvelle-Beauce et de Robert-Cliche et du Conseil Économique de Beauce.

L'actif net affecté aux activités du Fonds local de solidarité a été diminué de l'excédent des produits sur les charges d'un montant de 15 385 \$.

L'actif net affecté aux activités d'Annuaire d'entreprises a été transféré à l'actif net affecté aux activités de Jeunes promoteurs pour un montant de 3 392 \$ suite à une résolution du conseil d'administration.

Le conseil d'administration a décidé d'affecter un montant de 92 327 \$ à l'actif net non grevé d'affectations de l'actif net affecté aux activités suivantes : Aide aux entreprises pour un montant de 19 281 \$, Projets en tourisme pour un montant de 53 046 \$, Économie sociale pour un montant de 10 000 \$ et Jeunes promoteurs pour un montant de 10 000 \$.

Notes afférentes aux états financiers

De l'exercice terminé le 31 décembre 2013

14. ACTIF NET INVESTI EN IMMOBILISATIONS

	Fonctionnement Maison du Tourisme	Fonctionnement	2013
Les sommes investies en immobilisations correspondent à :			
Acquisition d'immobilisations	375	2 283	2 658
Amortissement des immobilisations	(6 526)	(7 361)	(13 887)
	<u>(6 151) \$</u>	<u>(5 078) \$</u>	<u>(11 229) \$</u>

15. FLUX DE TRÉSORERIE

	2013
Variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement	
Débiteurs	(2 782)
Stocks	98
Frais payés d'avance	(5 765)
Créditeurs	14 932
Contributions des membres perçues d'avance	17 138
Apports reportés	(29 552)
	<u>(5 931) \$</u>

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de l'entité consiste à présenter dans la trésorerie et équivalents de trésorerie les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent souvent entre le découvert et le disponible et les dépôts à terme rachetables.

	2013
Encaisse	911 447
Dépôts à terme rachetables	602 750
	<u>1 514 197 \$</u>

16. RÉGIME DE RETRAITE SIMPLIFIÉ

L'entité a mis en place un régime de retraite simplifié. En vertu de ce régime, l'entité verse au régime de l'employé une contribution égale à celle de l'employé jusqu'à concurrence de 5 % du salaire brut. La charge de retraite imputée aux résultats de l'exercice s'élève à 32 692 \$.

17. INSTRUMENTS FINANCIERS

Risques

L'entité, par le biais de ses instruments financiers, est exposée à divers risques. L'analyse suivante indique l'exposition aux risques à la date du bilan.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque qu'une entité éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à des passifs financiers. L'entité est exposée à ce risque principalement à l'égard de ses créditeurs et de sa dette à long terme.

L'entité gère son risque de liquidité en exerçant une surveillance constante de ses flux de trésorerie, en maintenant un niveau de liquidité élevé et en gérant les échéances de ses passifs financiers.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et amène de ce fait l'autre partie à subir une perte financière.

Les principaux risques de crédit pour l'entité sont liés aux débiteurs et aux effets à recevoir. L'entité consent du crédit à ses clients dans le cours normal de ses activités. Afin de réduire le risque de crédit sur les effets à recevoir, l'entité exige des cautions personnelles des promoteurs.

CONSEIL ÉCONOMIQUE DE BEAUCE

Annexes

De l'exercice terminé le 31 décembre 2013

	Fonctionnement Maison du Tourisme	Promotion Beauce	Fonds local d'investis- sement	Fonds local de solidarité	Fonctionnement	2013
ANNEXE A - CONTRIBUTIONS DU MILIEU						
Contributions des membres						
MRC de Beauce-Sartigan	234 216	-	-	-	201 537	435 753
Fonctionnement	-	-	-	-	27 603	27 603
Agent rural	-	-	-	-	55 426	55 426
Agent culturel	-	-	-	-	-	-
Cotisations des membres						
Milieu gens d'affaires	11 939	-	-	-	79 875	91 814
Animation économique et autres revenus						
Publicité	-	13 879	-	-	-	13 879
Matériel promotionnel	1 039	-	-	-	97	1 136
Déjeuners et conférences	-	-	-	-	2 921	2 921
Tournoi de golf	-	-	-	-	79 013	79 013
Souper d'affaires et de prestige	-	-	-	-	46 522	46 522
Souper des jeunes gens d'affaires	-	-	-	-	63 186	63 186
Revenus d'intérêts	1 699	-	24 033	14 932	10 369	51 033
Autres	-	-	50	-	28 314	28 364
Apport des partenaires financiers	-	-	-	-	39 695	39 695
Apport des Centres locaux de développement et du CEB	-	50 000	-	-	-	50 000
	248 893	63 879	24 083	14 932	634 558	986 345
ANNEXE B - PROGRAMMES DU GOUVERNEMENT DU CANADA						
Emploi d'été	-	-	-	-	6 381	6 381
	-	-	-	-	6 381	6 381
ANNEXE C - PROGRAMMES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC						
MFEQ - entente de gestion	-	-	-	-	325 064	325 064
MFEQ - soutien aux entreprises	-	-	-	-	90 417	90 417
Soutien au travail autonome (STA)	-	-	-	-	50 388	50 388
Concentration pour l'emploi (CLE) - Organisation de la Journée Ressources Humaines	-	-	-	-	34 820	34 820
	-	-	-	-	500 689	500 689

CONSEIL ÉCONOMIQUE DE BEAUCE

Annexes

De l'exercice terminé le 31 décembre 2013

	Fonctionnement Maison du Tourisme	Promotion Beauce	Fonds local d'investis- sement	Fonds local de solidarité	Fonctionnement	2013
ANNEXE D - FRAIS D'ADMINISTRATION						
Rémunération et charges sociales	103 044	-	-	-	685 038	788 082
Sous-contrat	-	2 212	-	-	-	2 212
Taxes, licences et permis	6 221	-	-	-	-	6 221
Honoraires professionnels	-	-	-	-	27 807	27 807
Loyer	-	-	-	-	27 314	27 314
Energie	2 845	-	-	-	-	2 845
Frais de réunions	-	-	-	-	2 914	2 914
Voyages et déplacements	1 708	390	-	-	26 135	28 233
Frais de publicité et d'information	25 544	55 379	-	-	12 323	93 246
Site Internet	-	10 448	-	-	-	10 448
Fournitures et articles de bureau	4 162	7 890	-	-	15 925	27 977
Télécommunications	4 232	-	-	-	11 317	15 549
Réceptions et représentation (déjeuners thématiques et prestige)	-	-	-	-	2 659	2 659
Cotisations et associations	3 370	532	-	-	5 307	9 209
Assurances	-	-	-	-	5 470	5 470
Entretien et réparations	9 293	-	-	-	14 015	23 308
Formation et location de personnel	490	1 356	-	-	6 067	7 913
Frais de banque	-	-	5	-	977	982
Intérêts sur dette à long terme	-	-	-	3 496	-	3 496
Provision pour effets douteux et radiés	-	-	39 448	27 494	-	66 942
Effets recouvrés	-	-	(1 461)	(673)	-	(2 134)
Amortissement des immobilisations	6 526	-	-	-	7 361	13 887
	<u>167 435</u>	<u>78 207</u>	<u>37 992</u>	<u>30 317</u>	<u>850 629</u>	<u>1 164 580</u>
ANNEXE E - ANIMATION ÉCONOMIQUE ET AUTRES						
Tournoi de golf	-	-	-	-	50 507	50 507
Souper d'affaires et de prestige	-	-	-	-	27 254	27 254
Souper des jeunes gens d'affaires	-	-	-	-	30 669	30 669
Calendriers	-	6 658	-	-	-	6 658
Entente démarchage de congrès	-	-	-	-	28 046	28 046
Chaudière-Appalaches Économique	-	-	-	-	10 000	10 000
Autres	-	-	-	-	29 863	29 863
Contribution - Promotion Beauce	-	-	-	-	25 000	25 000
Subventions - jeunes promoteurs	-	-	-	-	10 000	10 000
Soutien aux entreprises en démarrage (PSED)	-	-	-	-	1 478	1 478
Mentorat	-	-	-	-	17 803	17 803
Contribution - Économie sociale	-	-	-	-	10 000	10 000
	<u>-</u>	<u>6 658</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>240 620</u>	<u>247 278</u>

CONSEIL ÉCONOMIQUE DE BEAUCE

Annexes

De l'exercice terminé le 31 décembre 2013

	Fonctionnement Maison du Tourisme	Promotion Beauce	Fonds local d'investis- sement	Fonds local de solidarité	Fonctionnement	2013
	-	-	-	-	32 943	32 943
	-	-	-	-	<u>32 943</u>	<u>32 943</u>
	-	-	-	-	\$	\$

ANNEXE F - PROGRAMME DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Concertation pour l'emploi (CLE) - Organisation de la
Journée Ressources Humaines